

 <p>GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité</p>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

Annexe de la rubrique 6 : auto-évaluation

Globalement, le projet fait évoluer de manière limitée les règles en vigueur, ceci ayant des impacts limités sur l'environnement, ne générant aucun risque ou nuisance et n'ayant pas d'incidence notable sur les zones agricoles, naturelles et forestières.

En effet, les points principaux de la procédure de modification visent à :

- permettre la réalisation de nouveaux projets en zone agricole et naturelle correspondant à l'économie du territoire et compatibles avec les enjeux environnementaux et paysagers :
 - o le développement d'une activité artisanale et industrielle existante, en lien avec les objectifs du PADD de maintien de la vitalité artisanale de la commune (orientation n°5 : « favoriser l'épanouissement de la vie économique ») : l'objet est donc de renforcer la présence d'activité en milieu rural (secteur AI) ;
 - o le développement de la vocation touristique de la commune, en lien avec les objectifs du PADD visant la poursuite du développement touristique (orientation n°5 : « favoriser l'épanouissement de la vie économique ») : il s'agit donc de conforter les installations d'équipements liés au tourisme au sein du territoire (aménagement d'un théâtre de verdure sur le site de la Madone, création d'emplacements de camping) ;
 - o la réalisation d'un projet s'inscrivant dans une logique de préservation des milieux, de sensibilisation aux milieux naturels et de pédagogie concernant les zones humides, avec la création d'un secteur NH permettant l'implantation d'un habitat léger ;
- clarifier ou préciser les dispositions du règlement actuel (occupations du sol admises dans les zones UE, A et N, implantation des constructions existantes, dispositions complémentaires concernant les éléments bâtis à protéger...) sans en changer notablement la portée et leur impact urbain, paysager ou foncier.

Pour rappel, la commune de Ranchal est concernée par différents plans et dispositions qui témoignent d'une certaine sensibilité environnementale, patrimoniale et paysagère : loi Montagne, plans de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation (Rhins et Trambouze), espace naturel sensible (zones humides de Ranchal), ou encore aléas mouvement de terrains.

Certaines de ces dispositions sont mentionnées dans le règlement du PLU : les règles et prescriptions qui s'imposent aux règles d'urbanisme sont rappelées, tandis que les plans qui valent servitude d'utilité publique sont annexés au plan local d'urbanisme.

Les points faisant l'objet de la présente modification (principalement la création d'un STECAL NH) sont concernés par certains de ces plans ou dispositions, notamment la loi Montagne et la présence de zones humides.

Pour autant, l'impact des projets envisagés dans le cadre de la modification est très limité :


- la création d'un secteur NH sur une surface limitée à 67 m² ne porterait pas préjudice aux espaces naturels et forestiers de la commune : il s'agit de pérenniser l'installation d'un habitat léger, dans le cadre d'un projet favorisant la protection de la zone humide (renaturation du terrain) et respectant le paysage naturel et forestier ; la présence du périmètre en limite de zone humide n'est pas de nature à porter atteinte à l'environnement, considérant le caractère très limité de l'implantation envisagée et son caractère démontable ;
- de même, la création d'un STECAL AI aurait un faible impact sur la zone agricole, considérant sa superficie de 240 m² ; pour rappel, les agriculteurs locaux ont été consultés par la commune et aucun d'eux ne souhaite reprendre l'exploitation de la parcelle concernée.

Globalement, il convient de rappeler que les STECAL restent exceptionnels et les constructions y sont admises sous conditions, dont leur desserte par les réseaux et leur compatibilité avec l'environnement agricole, naturel ou forestier, d'où une attention portée à l'insertion paysagère des projets et à leur nature.

De même, l'extension du secteur NT pour l'aménagement d'un théâtre de verdure au site de la Madone aurait des impacts mineurs : il s'agit de conforter la vocation touristique d'un site existant en zone naturelle, en créant un aménagement d'une capacité limitée.

En revanche, la procédure n'a aucune incidence sur un site Natura 2000 ou sur d'autres périmètres de protection (arrêté de biotope, espace boisé classé, etc.) ou de risques (installations classées pour la protection de l'environnement, sols pollués, inondation, plans de prévention des risques miniers ou technologiques...).

Dans l'ensemble, les incidences cumulées des projets sur l'environnement sont donc limitées, en lien avec leur faible superficie ; lorsqu'elles existent, elles sont cadrées par les prescriptions réglementaires existantes.

 GOUVERNEMENT Liberté Égalité Fraternité	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme
	Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Ranchal
SIRET/SIREN
21690164500012 / 216901645
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Place Antoine Cugnet, 69470 Ranchal Tél : 04 74 64 83 84 mairie@ranchal.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Jacques de Bussy, maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Maud Mercier, secrétaire générale
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
mairie@ranchal.fr - 04 74 64 83 84

2. Identification du PLU	
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))	
PLU	
2.2 Intitulé du document	
Plan local d'urbanisme de la commune de Ranchal	
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document	
PLU approuvé le 27/01/2020	
https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/map/#tile=1&lon=4.417774365429747&lat=46.118802485029875&zoom=14&mton=4.399669&mlat=46.121460	
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU	
Ranchal	
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)	
Secteurs de la commune de Ranchal	

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Directive Territoriale de l'aire métropolitaine lyonnaise (DTA), approuvée le 09/01/2007
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10/04/2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT du Pays Beaujolais : <ul style="list-style-type: none"> - approuvé le 29/06/2009 - modifié le 7/03/2019 - en cours de révision

Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?

PLH de la communauté d'agglomération de l'ouest rhodanien (COR) 2022-2028, adopté le 29/09/2022

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

Décision n°2018-ARA-DUPP-00700, 21/03/2018

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

- ☐ Oui
☒ Non

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification de droit commun

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

323 (INSEE 2020)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	12,57	0,8 %	12,57	0,8 %
zones 1 AU	0	0 %	0	0 %

zones 2 AU	0	0 %	0	0 %
zones A	465,90	30,7 %	465,90	30,7 %
zones N	1039,34	68,5 %	1039,34	68,5 %
Total	1517,81	100 %	1517,81	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Orientation 3 « organiser le potentiel urbain selon les objectifs du Grenelle 2 de l'environnement » - objectif 1 « limiter l'étalement urbain des nouvelles constructions »

- suivant les objectifs du SCoT et la perspective d'une population de 360 habitants à l'horizon 2034, le nombre de logements à créer est de 22 logements
- la densité maximale admissible est de 10 logements par hectare : la commune pourra donc disposer de 2,2 ha de terrains constructibles

4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure
<p>Le projet de modification comprend plusieurs points impactant uniquement le règlement graphique et écrit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ajuster le zonage réglementaire et créer des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) pour différents projets (tourisme, loisirs, activités...), - définir des prescriptions réglementaires pour un site identifié au titre des éléments bâtis à protéger, - effectuer des adaptations réglementaires de portée générale ou sectorielle.
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<ul style="list-style-type: none"> - projet d'installation d'une résidence en habitat léger (yourte), à l'ouest de la commune, à proximité avec Cours (parcelles AC 221 et AC 88) – 67 m² - projet de construction d'un bâtiment à vocation artisanale dans la partie nord du bourg (parcelle AE 195) – 240 m²
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs
<p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.4 La procédure a pour objet :
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Dans le cadre de la présente modification, aucun espace ne fait l'objet d'un nouveau classement en zone agricole, naturelle ou forestière au titre du PLU. L'objet n'est pas non plus de déclasser des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Il s'agit de faire évoluer des secteurs appartenant à la zone N et à la zone A, sans porter atteinte à leurs objectifs et à l'économie générale de ces zones.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	x	<input type="checkbox"/>	La commune de Ranchal est soumise aux dispositions de la loi Montagne dans sa totalité.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer
			du texte.

Annexe II

Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	PPRNPI des rivières Rhins et Trambouze, approuvé le 29/12/2009
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	Les zones humides de Ranchal ont fait l'objet d'un inventaire du département du Rhône. 42 zones humides ont été répertoriées (état initial de l'environnement du PLU)
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	x	<input type="checkbox"/>	Concernant la trame verte, aucun réservoir de biodiversité et aucun corridor n'a été identifié dans le SRCE. En revanche, plusieurs éléments de la trame bleue du SRCE ont été identifiés à Ranchal : des zones humides et un cours d'eau d'intérêt écologique (le Reins).
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	x	<input type="checkbox"/>	La commune de Ranchal est en grande partie couverte par un ENS : zones humides de Ranchal.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	x	<input type="checkbox"/>	La création du STECAL NH (parcelle AC 88)
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe II

D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
---	--------------------------	---	--

articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine			
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	x	<input type="checkbox"/>	<p>Le site est concerné par la présente de zones humides identifiées au règlement graphique du PLU, comme « éléments du patrimoine à protéger » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme.</p> <p>Le secteur est également identifié comme zone humide par le Département du Rhône (« ruisseau le Reins – Charbonniere »)</p>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	x	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	x	<input type="checkbox"/>	Le site est concerné par la présence de zones humides identifiées au règlement graphique du PLU, comme « éléments du patrimoine à protéger » au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme
Autre protection	<input type="checkbox"/>	x	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public

sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☐ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	x
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	x
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	x
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	x
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.		

9. Engagement et signature

Annexe II



Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Ranchal	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	DE BUSSY	Prénom	Jacques
Qualité	Maire		

Signature



31.05.2024